

Avis adopté

Séance plénière du 15 février 2023

Financer notre Stratégie Energie-Climat : donnons-nous les moyens de nos engagements

Déclaration du groupe de la Coopération

La protection du climat nécessite pour sûr une hausse des dépenses publiques et privées, que ce soit pour rénover énergétiquement les bâtiments, produire des énergies renouvelables, transformer l'industrie ou encore adapter les infrastructures aux conséquences du réchauffement climatique.

Nous le savons, nos investissements d'aujourd'hui sont nos émissions et notre vulnérabilité ou notre force de demain.

Ils ne doivent plus représenter des freins à la lutte contre le changement climatique mais au contraire, l'encourager, la faciliter, lui permettre d'atteindre ses objectifs.

Et si en 2021 les apports cumulés des collectivités publiques, des entreprises et des ménages ont atteint 84 milliards d'euros, soit 18 milliards de plus qu'en 2020, les différents travaux prospectifs dont nous avons pris connaissance estiment qu'il faudrait entre 13 et 30 milliards d'euros supplémentaires pour s'engager sérieusement sur le chemin de la neutralité carbone.

En effet, si nos dépenses fossiles perdent en vigueur, elles doivent encore être divisées par deux d'ici 2030 et ramenées à zéro à l'horizon 2040 pour nous permettre d'atteindre les objectifs internationaux fixés dans le cadre de l'Accord de Paris.

Et pour faire face à la crise climatique, il faut une action collective menée par l'ensemble des acteurs allant des collectivités publiques en passant par les entreprises jusqu'aux citoyennes et citoyens eux-mêmes.

L'Avis reflète bien cette nécessité à travers ses 15 Préconisations qui ne manquent pas de considérer, tour à tour, l'ensemble des acteurs.

Ce -et nous y tenons-, dans un souci permanent de cohérence, d'acceptabilité et de justice sociale.

Les propositions qui y sont formulées sont à notre avis tout à fait à même de corriger nos trajectoires inappropriées et de mettre nos systèmes budgétaires et fiscaux au diapason de l'urgence climatique.

Le groupe a voté favorablement l'avis.